

Coopération pour le développement 2020



Au Kenya, la crise a des répercussions sur la vie et les moyens d'existence en milieu rural

Oscar Ochieng, Institute of Economic Affairs Kenya & Southern Voice

Les répercussions économiques de la crise liée au COVID-19 menacent les moyens de subsistance en milieu rural alors que les mesures de confinement peuvent diminuer la demande intérieure de produits agricoles, réduire les possibilités d'exportation et perturber les chaînes d'approvisionnement. Cette étude de cas se penche sur les répercussions de la crise au Kenya, où la majorité des populations pauvres vivent dans des zones rurales, et défend la nécessité d'élaborer des stratégies à long terme pour protéger les groupes les plus vulnérables des chocs.

- Même si les autorités kenyanes ont mis en place des programmes de soutien économique à court terme, la crise liée au COVID-19 met au jour la vulnérabilité structurelle des chaînes d'approvisionnement en produits agricoles et alimentaires, et la nécessité d'élaborer des stratégies à long terme pour renforcer la résilience face aux chocs futurs.
- Dans les zones rurales du Kenya, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire ont été fragilisés par les conséquences involontaires des mesures de confinement, notamment le recul de la demande intérieure de produits, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et des exportations, et l'absence de travailleurs saisonniers pour les récoltes.
- En raison des mesures de confinement et des pertes d'emploi, les services publics en milieu rural, et notamment les structures médicales, pourraient être submergés, en particulier si les migrants de retour des villes sont porteurs du virus.

Alors que dans la plupart des régions du monde, le COVID-19 a eu des répercussions sanitaires dans les environnements urbains principalement, du fait de la densité de population, les zones rurales en ont rapidement ressenti les effets négatifs sur le plan économique. Au Kenya, où la plupart des populations pauvres vivent en milieu rural, la pandémie et les mesures de confinement urbain ont fait chuter la demande de produits agricoles et réduit les possibilités d'exportation. La baisse mondiale des envois de fonds devrait elle aussi toucher durement les ménages ruraux, tandis que le retour des travailleurs urbains pourrait entraîner un engorgement des services publics ruraux. Les autorités kenyanes ont mis en place des programmes de soutien aux moyens de subsistance à court terme, mais des investissements à long terme, en faveur d'installations sanitaires dûment équipées et approvisionnées par exemple, sont nécessaires pour que les zones rurales soient moins vulnérables en cas de choc. Les transferts sociaux en espèces versés pour faire face à la crise ont fortement contribué à réduire le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition parmi les populations rurales. En outre, il est impératif de remédier aux faiblesses structurelles mises au jour dans les chaînes d'approvisionnement agricoles et alimentaires.

Les pressions cumulées sur les revenus menacent les moyens de subsistance des populations rurales

D'après le recensement de la population et de l'habitat réalisé au Kenya en 2019, quelque 19.5 millions de personnes vivent dans la pauvreté dans le pays. La majorité d'entre elles – soit 14 millions de personnes – vivent dans des zones rurales (PNUD, 2020_[1]) et les populations rurales sont donc particulièrement vulnérables face aux chocs économiques. Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, trois pressions cumulées mettent à rude épreuve les moyens de subsistance des populations rurales :

1. La chute de la demande intérieure : le secteur agricole contribue à hauteur de 26 % au produit intérieur brut (PIB) national, et 70 % des populations rurales dépendent de l'agriculture pour leur subsistance (PNUD, 2020_[1]). L'agriculture est un secteur crucial pour l'emploi, la génération de revenus et la sécurité alimentaire – et tout choc négatif est potentiellement nuisible. La baisse de la demande à la suite de la fermeture des restaurants urbains et des marchés alimentaires est le facteur qui a le plus lourdement pesé sur les moyens de subsistance agricoles. Des denrées périssables ont été gaspillées et les producteurs ruraux ont perdu des revenus.
2. La restriction des possibilités d'exportation : les exportations de fleurs du Kenya ont régressé de plus de 50 % et la production représente désormais moins de 10 % des niveaux enregistrés avant la pandémie. Les exportateurs de fruits et légumes n'expédient que 25 à 30 % de leur capacité

normale (Deloitte, 2020^[2]). Les capacités d'exportation de produits sont réduites sous l'effet des restrictions de voyage et de la limitation de la circulation des marchandises et des personnes, tandis que la vigilance accrue aux frontières entrave les échanges agricoles (Wiggins et al., 2020^[3]). À titre d'illustration, la fermeture de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie a eu des répercussions économiques sur le comté frontalier de Taita-Taveta, où les marchands se sont plaints de la pénurie de produits agricoles et de l'augmentation du prix des denrées alimentaires (Mnyamwezi, 2020^[4]).

3. La baisse des envois de fonds : dans les zones rurales, les migrations saisonnières et les envois de fonds sont des éléments clés de la diversification des revenus et plus de 40 % des envois de fonds dans le monde sont destinés à ces zones (FAO, 2020^[5]). Ces flux de revenus sont menacés par les vagues massives de licenciements observées dans les pays d'accueil en raison de la pandémie (FAO, 2020^[5]). Selon les prévisions, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient diminuer de 23 %, privant de nombreux ménages ruraux pauvres d'une source vitale de revenu (Banque mondiale, 2020^[6]).

Les inquiétudes s'accroissent concernant la sécurité alimentaire, le travail agricole et la saturation des services essentiels dans les zones rurales

Outre la chute des revenus, la pandémie a fragilisé un peu plus la sécurité alimentaire au Kenya. En 2019, la sécheresse s'est traduite par une baisse de la production de maïs et, conjuguée au fléau persistant des criquets pèlerins en Afrique de l'Est, par une diminution des réserves alimentaires. Depuis l'apparition de la pandémie, le niveau de ces dernières a encore baissé et les prix vont probablement augmenter (PNUD, 2020^[1]). Les denrées alimentaires absorbant 65 % des dépenses des ménages ruraux (Kenya National Bureau of Statistics, 2018^[7]), les pertes de revenus représentent une forte menace pour la sécurité alimentaire. Le rapport d'une étude menée par GeoPoll révèle que 86 % des Kenyans s'inquiètent de ne pas disposer de ressources suffisantes pour se nourrir (2020^[8]). L'absence de travailleurs saisonniers pour les récoltes (FAO, 2020^[5]) et la réticence à se déplacer pour acheter des intrants agricoles (Nation, 2020^[9]) pourraient affecter davantage les récoltes et avoir des répercussions à plus long terme sur les rendements.

Si l'impact sanitaire du COVID-19 est en soi probablement plus lourd dans les zones urbaines, une enquête menée récemment par Kenya CitizenTV a révélé que les migrants qui quittent les zones urbaines pour retourner chez eux pourraient favoriser la transmission du virus (2020^[10]). Il est plus difficile d'accéder aux services essentiels dans les zones rurales, où les capacités sont moindres et où il n'existe pas de masse critique de travailleurs clés. Les services vitaux sont particulièrement exposés à un risque d'engorgement si les migrants de retour tombent malades et propagent le virus (Miriri, 2020^[11]). Certains comtés ruraux, comme le Turkana ou le Samburu, ne disposent d'aucun lit de soins intensifs pour faire face à une épidémie de COVID-19 (Kenya Healthcare Foundation, 2020^[12]). Par ailleurs, dans les comtés ruraux de Kisumu, Homa Bay et Siaya, les patients – y compris les femmes enceintes – sont privés des fournitures et médicaments essentiels, dont les médicaments anti-rétroviraux et antipaludiques et les moustiquaires (Mbenywe, 2020^[13]).

Les communautés rurales ont besoin d'un soutien immédiat et de stratégies de reprise à long terme

Face à la crise, les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs programmes de soutien à court terme afin de réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance (Were, 2020^[14]), notamment :

- un fonds de riposte d'urgence à la crise du COVID-19, le COVID-19 Emergency Response Fund, doté de 2 milliards KES (18.5 millions USD) et qui vise à aider les groupes les plus vulnérables en cette période d'incertitude

- une enveloppe supplémentaire de 10 milliards KES (93 millions USD) pour les transferts en espèces destinés aux personnes âgées, aux orphelins et à d'autres groupes vulnérables.

Comme l'ont montré des études antérieures, les transferts en espèces sont particulièrement avantageux car ils permettent aux ménages de satisfaire leurs besoins immédiats tout en améliorant leurs moyens de subsistance (FAO, 2017^[15]). Sur le long terme, toutefois, les responsables de l'action publique doivent s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui accroissent la vulnérabilité des communautés rurales face aux chocs économiques, ainsi qu'aux conséquences involontaires des politiques d'endiguement des pandémies (confinement, par exemple) sur les revenus ruraux, la sécurité alimentaire et les services publics. Les répercussions du COVID-19 reflètent l'absence de politiques permettant de protéger les petits exploitants agricoles qui vivent dans la pauvreté et dépendent de l'agriculture pour leur subsistance ; par exemple, des liens pourraient être créés de manière plus volontariste avec les marchés urbains pour garantir leur accès aux agriculteurs des zones rurales. La limitation des transports et la restriction de la libre circulation se sont traduites par une diminution des échanges et de l'accessibilité des produits alimentaires, provoquant une flambée des prix alors que la population est moins en mesure de se livrer à des activités économiques. De fait, la pandémie a mis au jour la vulnérabilité structurelle de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire. Une fois la crise du COVID-19 passée, le secteur agricole devrait encourager la transition d'une chaîne d'approvisionnement à forte intensité de main-d'œuvre vers un système agricole plus résilient et plus efficient, fondé notamment sur l'agriculture intelligente et la mécanisation.

Références

- Banque mondiale (2020), « *Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récente* », Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history> (consulté le 5 octobre 2020). [6]
- Deloitte (2020), *Economic Impact of the COVID-19 Pandemic on East African Economies*, Deloitte, https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/tz/Documents/finance/Economic_Impact_Covid-19_Pandemic_on_EastAfrican_Economies.pdf (consulté le 5 octobre 2020). [2]
- FAO (2020), *COVID-19 and Rural Poverty: Supporting and Protecting the Rural Poor in Times of Pandemic*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/3/ca8824en/CA8824EN.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [5]
- FAO (2017), *Cash+*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/3/a-i7864e.pdf> (consulté le 27 octobre 2020). [15]
- GeoPoll (2020), *Coronavirus in Sub-Saharan Africa: How Africans in 12 Nations are Responding to the COVID-19 Outbreak*, GeoPoll, <https://www.thecompassforsbc.org/sbcc-tools/coronavirus-sub-saharan-africa-how-africans-12-nations-are-responding-covid-19-outbreak%C2%A0%C2%A0> (consulté le 5 octobre 2020). [8]
- Kenya CitizenTV (2020), « *Virus safaris: How passengers are beating the restriction of movement out of Nairobi* », Kenya CitizenTV, <https://www.youtube.com/watch?v=ynPPU7577xl> (consulté le 5 octobre 2020). [10]
- Kenya Healthcare Foundation (2020), *COVID-19 Treatment Centers (page web)*, <http://khf.co.ke/covid-19-treatment-centers/> (consulté le 5 octobre 2020). [12]

- Kenya National Bureau of Statistics (2018), *Basic Report: Based on 2015/16 Kenya Integrated Household Budget Survey*, Bureau national des statistiques du Kenya, Nairobi, <https://sun-connect-news.org/fileadmin/DATEIEN/Dateien/New/KNBS - Basic Report.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [7]
- Mbenywe, M. (2020), « Pregnant women miss vital malaria medicine », *The Standard Health*, <https://www.standardmedia.co.ke/health/article/2001383448/pregnant-women-miss-vital-malaria-medicine>. [13]
- Miriri, D. (2020), *Most Kenyan regions ill-prepared to tackle COVID-19 pandemic, senate warns*, Reuters, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-kenya/most-kenyan-regions-ill-prepared-to-tackle-covid-19-pandemic-senate-warns-idUSKBN22B25Y> (consulté le 5 octobre 2020). [11]
- Mnyamwezi, R. (2020), « Traders count loses as border remains shut over COVID-19 », *The Standard*, <https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001372023/traders-count-loses-as-border-remains-shut-over-covid-19> (consulté le 5 octobre 2020). [4]
- Nation (2020), « Covid-19 fears cast shadow over food safety », Nation, Nairobi, <https://nation.africa/kenya/news/covid-19-fears-cast-shadow-over-food-safety-281784> (consulté le 5 octobre 2020). [9]
- PNUD (2020), *Articulating the pathways of the socio-economic impact of the coronavirus (COVID-19) pandemic on the Kenyan economy*, Strategic Policy Advisory Unit, Programme des Nations Unies pour le développement, Nairobi, <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/Socio-Economic-Impact-COVID-19-Kenya-Policy-Brief-UNDP-Kenya-April-2020.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [1]
- Were, M. (2020), *COVID-19 and socioeconomic impact in Africa: The case of Kenya*, Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies, Helsinki, <http://dx.doi.org/10.35188/UNU-WIDER/WBN/2020-3>. [14]
- Wiggins, S. et al. (2020), *Dealing with Covid-19 in Rural Africa: Lessons from Previous Crises*, Overseas Development Institute, Londres, https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/200616_rural_africa_covid_2.pdf (consulté le 5 octobre 2020). [3]